

Que devra faire François de Rugy pour réussir là où Nicolas Hulot et celles et ceux qui l'ont précédé ont échoué ?

Jean-Luc Salanave : professeur à l'Ecole Centrale, écologiste (membre de Sauvons le Climat et de l'AEPN), scientifique et ancien industriel est interrogé par Bernard Lenail.

6 octobre 2018

Le départ de Nicolas Hulot est-il une preuve de plus que la politique est incapable de respecter ses objectifs en matière d'écologie ?

JLS : Ce serait une vue bien pessimiste et défaitiste et un manque de confiance dans la politique et les institutions ! Non, ce départ est un aveu d'échec, non pas de « la politique », mais de certaines des actions conduites par Nicolas Hulot. En effet depuis 3 ans les émissions françaises de CO₂ remontent. Ce départ est selon moi une chance pour l'écologie et un nouveau départ avec des objectifs ciblés et adaptés.

Pourtant la presse a qualifié, quasi unanimement, la démission de Nicolas Hulot de « coup dur » pour le Président Macron et sa politique écologique ?

Comme l'a rappelé la presse, le projet écologique sur lequel a été élu Emmanuel Macron est celui du « en même temps » ; c'est un projet qui concilie économie et écologie. Ni Nicolas Hulot, ni ses prédécesseurs comme Ségolène Royal, n'ont compris à quel point cet « en même temps » est un impératif, qui conditionne la réussite de toute politique environnementale et son acceptation par nos concitoyens. Nicolas Hulot a tenté de faire de l'écologie aux dépens de l'économie, aux dépens des consommateurs et des contribuables, au prix de mesures souvent chères et parfois peu efficaces, comme le soutien financier massif au photovoltaïque et à l'éolien, au détriment de l'intérêt financier d'une France déjà largement endettée et au détriment de nos intérêts environnementaux à long terme.

Mais le développement des renouvelables est bien l'objectif de nombre de pays signataires de l'accord de Paris en faveur de la réduction des émissions de CO₂ et du climat !

Si l'on veut. Mais c'est précisément sur ce point que les politiques engagées par Ségolène Royal et poursuivies par Nicolas Hulot ont été des échecs. L'objectif, maintes fois rappelé par Emmanuel Macron et par l'accord de Paris sur le climat, c'est de gagner la bataille contre les émissions de gaz à effet de serre et le changement climatique, ce n'est pas de développer le photovoltaïque et l'éolien ! L'objectif c'est de réduire nos émissions de CO₂, pas de remplacer le nucléaire (qui n'en émet pas) par de l'éolien (qui n'en émet pas moins), ou, pire, de remplacer le nucléaire par du photovoltaïque (qui émet bien plus de CO₂, notamment tant que le silicium des cellules solaires restera fabriqué dans des fours chauffés au charbon en Chine ou en Allemagne) ! Mille fois oui au solaire et à l'éolien chaque fois qu'ils contribuent à réduire les émissions liées aux combustions de gaz, d'essence ou de charbon. En revanche, non, non et non s'ils contribuent à augmenter les émissions de CO₂ comme c'est le

cas en France (les indicateurs catastrophiques depuis 2016 de notre Stratégie Nationale Bas carbone en témoignent) et comme c'est le cas en Allemagne (dont le titanesque effort sur les renouvelables n'a pas permis de supprimer une seule centrale à charbon et a même conduit à construire de nouvelles centrales à gaz émettrices de CO₂ !).

Nicolas Hulot se dit victime des lobbies. Qu'en pensez-vous ?

Les raisons qu'il a invoquées relatives au poids des lobbies de la chasse, de l'agriculture ou du glyphosate semblent sincères mais la presse s'est rapidement interrogée sur le rôle du soi-disant « lobby nucléaire ». Pour moi ce lobby n'existe pas. Un lobby c'est un groupe de pression qui défend des intérêts particuliers, en général financiers. EDF et ORANO sont propriété de l'Etat et donc propriété des citoyens. Si quelqu'un a gagné de l'argent grâce au nucléaire depuis 40 ans c'est bien chacun de nous, heureux consommateurs de cette électricité nucléaire 80% moins chère que l'électricité allemande.

En revanche, le SER (syndicat des énergies renouvelables) est un véritable lobby, très puissant, qui s'enrichit aujourd'hui sur le dos des consommateurs et des contribuables, en toute légalité, grâce aux nouvelles taxes (CSPE), aux financements publics, et grâce au privilège exorbitant de la priorité d'injection de son électricité sur le réseau (même quand elle est inutile). Rien de tel pour le nucléaire français qui a été entièrement financé par l'emprunt, remboursé par les consommateurs (qui par ailleurs ont même pré-payé petit à petit, depuis 30 ans, la provision encadrée par la loi pour financer demain le démantèlement des réacteurs).

Lors de son départ, Nicolas Hulot ne s'est pas plaint ouvertement de ce lobby des renouvelables mais chacun sait les pressions qu'il a subies; tout comme Ségolène Royal quand elle a consenti à couvrir sa région Poitou Charente de capteurs photovoltaïques et d'éoliennes, ou, plus tard, quand elle a fait adopter la Loi de Transition Energétique de 2015, désastreuse pour notre pays et pour l'environnement, car il s'agit d'une loi qui, sous des apparences écologiques et anti-CO₂, est en réalité une loi anti-nucléaire, qui divise le pays et démolit les performances environnementales exceptionnelles qui avaient fait de la France un champion de la transition énergétique vingt ans avant les autres.

Quelles doivent-être selon vous les priorités énergétiques de François de Rugy nouveau ministre de l'environnement ?

Son tableau de bord pour réussir est très simple. L'électricité en France n'est pas une priorité écologique : car elle est déjà exemplaire et ne représente que 6% de nos émissions de CO₂ (dont EDF n'est responsable qu'à hauteur de 2% car son parc nucléaire est bien plus écologique que les centrales non nucléaires de ses petits concurrents implantés sur notre territoire, qui sont eux les réels pollueurs en « CO₂ électrique »).

Là où la France est mauvais élève climatique, là où le politique doit placer les priorités, c'est sur nos activités polluantes que sont le transport routier et le chauffage non

électrique (notamment gaz et fuel) qui représentent la plus grosse part de nos émissions individuelles et collectives de CO₂. Aux côtés de l'électricité hydraulique et nucléaire, les renouvelables doivent certes prendre toute leur place, notamment les renouvelables thermiques et non-intermittents, souvent « oubliés », que sont la géothermie, l'aérothermie gratuite des pompes à chaleur, le solaire thermique et la biomasse renouvelable, bien plus efficaces que les renouvelables électrogènes qui fluctuent au gré du vent et du soleil.

Comment selon vous un ministre de l'environnement pourrait-il marquer l'histoire ?

Un grand ministre de l'environnement sera celui qui ne se trompera pas de cible ; qui surtout ne confondra pas la cible avec les moyens, avec les modes et avec les intérêts immédiats des lobbies ; celui qui fera enfin légiférer notre pays non plus pour imposer des **moyens** (tant de % de nucléaire, tant de mètres carrés de capteurs solaires, tant de milliers d'éoliennes, tant de chauffage au gaz, tant de voitures électriques) mais pour fixer des **objectifs** de résultats et une trajectoire de baisse de nos rejets. Pour nos petits-enfants l'**objectif** est que nous **réduisions nos émissions de CO₂** et que nous **préservions pour eux les ressources** vivantes et minérales de notre belle planète.